

"LES AMIS DU COLLÈGE ST-JOSEPH DE THÔNES"
COLLÈGE ET LYCÉE PRIVÉS ST-JOSEPH
RUE BIENHEUREUX PIERRE FAVRE
74230 THÔNES

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2020

"LES AMIS DU COLLÈGE ST-JOSEPH DE THÔNES"
COLLÈGE ET LYCÉE PRIVÉS ST-JOSEPH
RUE BIENHEUREUX PIERRE FAVRE
74230 THÔNES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2020

"LES AMIS DU COLLÈGE ST-JOSEPH DE THÔNES"

COLLÈGE ET LYCÉE PRIVÉS ST-JOSEPH

RUE BIENHEUREUX PIERRE FAVRE

74230 THÔNES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2020

Mesdames, Messieurs les membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association "Les amis du collège St-Joseph de Thônes" relatifs à l'exercice clos le 31 août 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le bureau sur la base des éléments disponibles dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} septembre 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués sur le caractère raisonnable des estimations retenues et la présentation d'ensemble des comptes.

Par ailleurs, les produits relatifs aux participations des familles et ceux de la participation de l'état et des collectivités publiques représentant plus de 70 % des produits de l'exercice, les rapprochements avec les dotations obtenues de la région, du département, de l'état ont été effectués pour les subventions obtenues, avec le récapitulatif de factures et les règlements financiers aux contrats de scolarisation du collège-lycée pour les participations des familles.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du bureau et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêt des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Annecy,
le 24 novembre 2020

Le Commissaire aux Comptes,
AUDIT ET FINANCE



Daniel LAGUNA

BILAN ACTIF

Collège et Lycée St Joseph THONES

01/09/2019 - 31/08/2020

ACTIF	EXERCICE N			EXERCICE N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS (à déduire)	NET	NET
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :				
- Frais d'établissement	-	-	-	-
- Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	-	-	-	-
- Autres Immobilisations Incorporelles	56 108	42 392	13 716	15 564
- Avances et acomptes sur Immobilisations Incorporelles	-	-	-	-
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	56 108	42 392	13 716	15 564
IMMOBILISATIONS CORPORELLES :				
- Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)	46 766	43 558	3 208	2 051
- Constructions sur sol propre	-	-	-	-
- Constructions sur sol d'autrui	3 151 142	2 723 173	427 969	538 699
- Installations techniques, matériel et outillage	1 412 549	1 281 887	130 662	167 270
- Autres Immobilisations Corporelles	1 119 306	604 960	514 346	347 583
- Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
- Avances et acomptes sur Immobilisations corporelles	-	-	-	-
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 729 763	4 653 578	1 076 185	1 055 602
IMMOBILISATIONS GREVEES DE DROIT (PRÊT A USAGE)				
-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS FINANCIERES :				
- Participations	900	-	900	900
- Créances rattachées à des participations	3 114 232	-	3 114 232	3 083 260
- Autres titres immobilisés	-	-	-	-
- Prêts	-	-	-	-
- Autres Immobilisations financières	9 815	-	9 815	11 298
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	3 124 947	-	3 124 947	3 095 459
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	8 910 819	4 695 970	4 214 849	4 166 625
STOCKS ET EN-COURS				
-	-	-	-	-
AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES				
-	29 166	-	29 166	216
CREANCES :				
- Usagers (familles, élèves)	543	-	543	866
- Personnel et organismes sociaux	403	-	403	403
- Etat et autres collectivités publiques	168 381	-	168 381	168 789
- Autres avances et acomptes	1 583	-	1 583	14 824
TOTAL CREANCES	170 909	-	170 909	184 881
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
-	34 800	-	34 800	1 208 577
DISPONIBILITES				
-	2 831 313	-	2 831 313	1 539 452
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
-	71 131	-	71 131	94 053
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	3 137 319	-	3 137 319	3 027 179
TOTAL DE L'ACTIF + II)	12 048 138	4 695 970	7 352 168	7 193 805

(1) voir détail dans l'annexe



BILAN PASSIF

Collège et Lycée St Joseph THONES

01/09/2019 - 31/08/2020

PASSIF		EXERCICE N	EXERCICE N-1
FONDS PROPRES			
FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE			
- Valeur du patrimoine intégré		48 407	48 407
- Fonds statutaires		-	-
- Apports sans droit de reprise		-	-
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés		-	-
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables		1 918 805	1 814 477
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE		1 967 212	1 862 884
RESERVES			
- Réserves statutaires		-	-
- Réserves pour investissements		1 817 707	1 817 707
- Réserves de trésorerie		-	-
- Autres réserves		-	-
TOTAL RESERVES		1 817 707	1 817 707
REPORT A NOUVEAU		2 683 118	2 500 136
RESULTAT DE L'EXERCICE		139 989	182 983
TOTAL FONDS PROPRES		6 508 027	6 363 709
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS			
FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE			
- Apports avec droit de reprise		-	-
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés		-	-
- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		482 292	465 040
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE		482 292	465 040
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT AFFECTEES A DES BIENS NON RENOUVELABLES			
- Subventions d'équipement		32 784	42 218
- Subventions d'investissement reçues avec obligation d'amortissement		-	-
- Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires		-	-
- Autres subventions d'investissement		-	-
TOTAL SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT AFFECTEES A DES BIENS NON RENOUVELABLES		32 784	42 218
DROITS DES PROPRIETAIRES (PRÊT A USAGE)		-	-
TOTAL AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		515 076	507 258
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS	(I)	7 123 103	6 870 967
PROVISIONS			
- Provisions pour risques		-	-
- Provisions pour pensions et obligations similaires		79 080	66 525
- Provisions pour gros entretien		-	-
- Autres provisions pour charges		-	-
TOTAL PROVISIONS	(II)	79 080	66 525
FONDS DEDIES ③	(III)	-	-
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CRED			
AVANCES ET ACOMPTES RECUS DES USAGERS		20 765	5 922
DETTE FOURNISSEURS		72 200	96 985
DETTE FISCALES ET SOCIALES		35 731	38 382
DETTE SUR IMMOBILISATIONS		4 022	92 229
AUTRES DETTES		13 646	20 183
① PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		3 621	2 611
TOTAL DETTES	(IV)	149 985	255 313
TOTAL DU PASSIF	(I + II + III + IV)	7 352 168	7 193 805

① Dont à plus d'un an :

Dont à moins d'un an :

② Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques :

③ Voir détail dans l'annexe

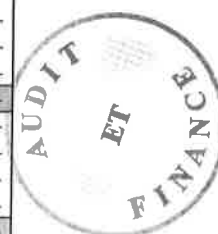


COMPTE DE RESULTAT

Collège et Lycée St Joseph THONES

01/09/2019 - 31/08/2020

	N	N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Participation des familles	1 152 789	1 435 594
Participations de l'Etat et des collectivités publiques	895 783	915 232
Ventes de produits et marchandises, travaux, études	-	-
Produits des activités annexes	310 549	414 802
Subventions d'exploitation	76 856	27 938
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	4 888	6 316
Autres produits de gestion courante	497 329	492 702
TOTAL 1	2 938 194	3 292 585
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	7 382	8 554
Variation de stocks marchandises	-	-
Achats de matières premières et autres approvisionnements	556 759	759 983
Variation de stocks matières premières	-	-
Autres charges externes	1 037 554	1 125 789
Impôts, taxes et versements assimilés	61 382	62 086
Salaires et traitements	655 284	663 848
Charges sociales	233 515	245 955
Dotations aux amortissements des immobilisations	272 899	253 792
Dotations aux dépréciations des immobilisations	-	-
Dotations aux dépréciations de l'actif circulant	-	-
Dotations aux provisions	12 555	5 900
Autres charges de gestion courante	8 727	17 478
TOTAL 2	2 846 058	3 143 385
RESULTAT D'EXPLOITATION (1-2)	92 136	149 200
Remboursement des frais sur opérations faites en commun TOTAL 3		
Quote-part des frais sur opérations faites en commun TOTAL 4		
PRODUITS FINANCIERS		
De valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	1 091	4 276
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	-	-
Différences positives de change	-	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
TOTAL 5	1 091	4 276
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	-
Intérêts et charges assimilées	2 581	3 349
Différences négatives de change	-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
TOTAL 6	2 581	3 349
RESULTAT FINANCIER (5-6)	-1 491	927
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (1-2+3-4+5-6)	90 645	150 127
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Prod. Except. sur opérations de gestion	21 406	31 064
Prod. Except. sur opérations en capital	61 434	4 953
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	-	10 700
TOTAL 7	82 840	46 716
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Ch. Except. sur opérations de gestion	7 426	13 765
Ch. Except. sur opérations en capital	25 977	-
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	-
TOTAL 8	33 403	13 765
RESULTAT EXCEPTIONNEL (7-8)	49 437	32 952
Impôt sur les sociétés des personnes morales non lucratives TOTAL 9	93	96
TOTAL DES PRODUITS (1+3+5+7)	3 022 124	3 343 577
TOTAL DES CHARGES (2+4+6+8+9)	2 882 135	3 160 595
EXCEDENT OU DEFICIT	139 989	182 983
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Emplois des contributions reçues		
Secours en nature	-	-
Mise à disposition gratuite de biens et services	-	-
Personnel bénévole	-	-
TOTAL	-	-
Contributions reçues		
Bénévolat	-	-
Prestations en nature	-	-
Dons en nature	-	-
TOTAL	-	-



Collège et Lycée Saint-Joseph

Annexe

Exercice clos le 31 août 2020

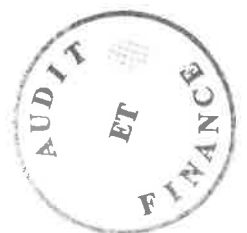


Annexe

La présente annexe aux comptes annuels de l'exercice de douze mois, clos le 31 août 2020, comporte les éléments d'informations complémentaires du bilan dont le total s'établit à 7 352 167,99 € et un compte de résultat qui se solde par un excédent de 139 989,34 €.

Les notes et les tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les éléments d'informations qui ne présentent pas un caractère obligatoire ne sont mentionnés que pour autant qu'ils ont une importance significative.



Principes comptables et méthode de base

Les comptes annuels de l'exercice du 1er septembre 2019 au 31 août 2020 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du plan comptable des établissements d'enseignement privés.

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

- Immobilisations incorporelles :

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

- Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.



Complément d'informations relatif au bilan

Information au titre de l'impact financier de l'épidémie de Covid-19 sur l'activité de l'établissement.

L'établissement constate que la crise sanitaire et sociale a un impact significatif sur son activité depuis le 16 mars 2020. L'établissement a dû fermer pendant la période de confinement et par conséquent subi une baisse de son chiffre d'affaire ; des remboursements aux familles ont été effectué sur les prestations accessoires (self, hébergement, activités) à hauteur de 252 K€, l'annulation des voyages scolaires ont entraîné des avoirs de fournisseurs pour 29 K€ présent à l'actif du bilan, un coût supplémentaire entretien/matériel de 1 600€ pour le respect du protocole sanitaire.

En parallèle, l'établissement a eu recours à l'activité partielle pour une partie du personnel et a reçu une aide de 15 K€ ainsi qu'une aide au titre des IJSS à hauteur 3000€.



Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres d'immobilisations incorporelles TOTAL	54 261		1 848
Terrains	44 882		1 884
Constructions sur sol d'autrui	3 151 142		
Installations techniques, matériel et outillage industriel	1 397 282		15 266
Installations générales, agencement, aménagements divers	606 916		188 104
Matériel de transport	178 435		32 831
Matériel de bureau et informatique, mobilier	121 597		75 714
Emballages récupérables et divers	11 803		1 965
TOTAL	5 512 057		315 764
Autres participations	3 084 160		30 972
Autres titres immobilisés	11 298		
TOTAL	3 095 459		30 972
Total GENERAL	8 661 777		348 584

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à poste	Cessions		
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL			56 108	56 108
Terrains			46 766	46 766
Constructions sur sol d'autrui			3 151 142	3 151 142
Installations techniques, matériel et outillage industriel			1 412 549	1 412 549
Installations générales, agencement, aménagements divers			795 020	795 020
Matériel de transport		98 058	113 208	113 208
Matériel de bureau et informatique, mobilier			197 311	197 311
Emballages récupérables et divers			13 768	13 768
TOTAL		98 058	5 729 764	5 729 764
Autres participations			3 115 132	3 115 132
Autres titres immobilisés	1483		9 815	9 815
TOTAL	1 483		3 124 947	3 124 947
TOTAL GENERAL	1 483	98 058	8 910 819	8 910 819



Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	38 697	3 695		42 392
Terrains	42 831	727		43 558
Constructions sur sol d'autrui	2 612 443	110 730		2 723 173
Installations techniques, matériel et outillage industriel	1 230 013	51 874		1 281 887
Installations générales, agencement, aménagements divers	344 459	60 724		405 183
Matériel de transport	125 526	23 548	72 081	76 993
Matériel de bureau et informatique, mobilier	94 344	20 040		114 384
Matériel et outillage	6 839	1 562		8 400
TOTAL	4 456 455	269 205	72 081	4 653 578
TOTAL GENERAL	4 495 151	272 900	72 081	4 695 970

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissement dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob. Incorporelles TOTAL	3 695				
terrains	727				
Construction sur sol d'autrui	110 730				
Instal. techniques, matériel et outil. indus.	51 874				
Instal. générales, agenc. Aménag. divers	60 724				
Matériel de transport	23 548				
Matériel de bureau et informa., mobilier	20 040				
Matériel et outillage	1 562				
TOTAL	269 205				
TOTAL GENERAL	272 900				



Tableau des variations des fonds associatif:

Nature des provisions et des réserves	Montant début d'exercice	Affectation résultats et retraitement	Dotation exercice	Reprise exercice	Montant fin exercice
Fonds propres					
Fonds associatifs sans droit de reprise	1 862 884		104 328		1 967 212
Réserves :					
Réserves d'investissement	1 817 707				1 817 707
Report à nouveau	2 500 136	182 983			2 683 118
RESULTAT DE L'EXERCICE	182 983	- 182 983	139 989		139 989
Autres fonds associatifs					
Fonds associatifs avec droit de reprise :	465 040		110 931	93 678	482 292
Apports					
Subv et participations d'invest. Amort.	42 218			9 434	32 784
TOTAL	6 870 967				7 123 103

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations	3 114 232	0	3 114 232
Fournisseurs	29 166	29 166	
Familles ou élèves	543	543	
Collectivités publiques	168 381	168 381	
Personnel et charges sociales à récupérer	403	403	
Débiteurs divers	1 583	1 583	
Charges constatées d'avance	71 131	71 131	
TOTAL	3 385 439	271 207	3 114 232

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	72 200	72 200		
Dettes relatives au personnel	35 731	35 731		
Etat et autres collectivités publiques	13 646	13 646		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 022	4 022		
Familles / Avances et acomptes reçus	20 765	20 765		
Autres dettes	0	0		
Produits constatés d'avance	3 621	3 621		
TOTAL	149 985	149 985		



Etat des provisions

Etat des provisions	Début exercice	Dotation	Reprise	Fin exercice
Provisions pour risques et charges	66 525	12 555		79 080
TOTAL	66 525	12 555		79 080

Tableau de suivi des fonds dédiés

Néant

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	15 à 20 ans
Agencements constructions	Linéaire	15 à 50 ans
Installations techniques	Linéaire	3 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 ans
Matériel scolaire	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	2 à 5 ans
Logiciel	Linéaire	3 à 5 ans

Créances immobilisées

Les prêts, dépôts et autres créances ont été évalués à leur valeur nominale.

Les créances immobilisées ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Comptes de régularisation

Au 31 août 2020, les charges constatées d'avance s'élèvent à 71 131 € et les produits constatés d'avance s'élèvent à 3 621 €.



Informations relatives au compte de fonctionnement

Ventilation des subventions

Répartition par secteur d'activité	Montant
Forfait externat	895 783
Autres subventions	76 856
Total	972 639

Equivalent loyer

L'équivalent loyer a été calculé sur la base de 10.618 M2 multiplié par 4 %, corrigé par la variation du coût de la construction.

Le loyer valorisé s'élève à 442 380 €.

Le loyer du bâtiment lycée est valorisé à 256 277 €.

Engagement financier et autres informations

Engagements pris en matière de pensions et retraites

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés pour indemnités de départ à la retraite, en tenant compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite s'élève à 79 080 €.

Ce montant est entièrement comptabilisé en provision pour risques et charges.

Filiales et participations

Filiale	Capital	Capitaux propres (autres que le capital)	Quote-part du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos
SCI Saint Joseph	1 000 €	- 703 811	90%	-100 873



Autres informations

Les honoraires du commissaire aux comptes au titre de la mission de contrôle légal des comptes au 31 août 2019 est de 4 320 €.

Produits et charges exceptionnels

Nature	Montant	Imputé au compte
Produits exceptionnels		
- Libéralités reçues	5 949	771310
- Allianz assureur sinistre toiture	15 457	772800
- Produit de cession véhicule et bateau	52 000	775200
- Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	9 434	777000
TOTAL	82 840	
Charges exceptionnelles		
- Factures non parvenues exercice antérieur	1 459	671820
- Trop perçu sinistre toiture	5 967	671820
- Valeur nette comptable cession bateau + véhicule	25 977	675200
TOTAL	33 403	



"LES AMIS DU COLLÈGE ST-JOSEPH DE THÔNES"
COLLÈGE ET LYCÉE PRIVÉS ST-JOSEPH
RUE BIENHEUREUX PIERRE FAVRE
74230 THÔNES

RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 Août 2020

"LES AMIS DU COLLÈGE ST-JOSEPH DE THÔNES"

COLLÈGE ET LYCÉE PRIVÉS ST-JOSEPH

RUE BIENHEUREUX PIERRE FAVRE

74230 THÔNES

RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 Août 2020

Mesdames, Messieurs les membres de l'association,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Convention soumise à l'approbation de l'organe délibérant

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés de la convention mentionnée à l'article L. 612-5 du code de commerce qui a été passée au cours de l'exercice écoulé.

AUDIT ET FINANCE S.A.R.L.

La société d'avocats, dont Monsieur Nicolas Chambet est également membre, a continué à effectuer des prestations de services après la nomination de celui-ci comme administrateur. Une charge d'honoraires d'un montant de 840 € a ainsi été constatée pour la défense de votre association dans le dossier relatif à la cession du bateau nautique conect craft.

Fait Annecy,
le 24 novembre 2020

Le Commissaire aux Comptes,
AUDIT ET FINANCE

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'DLG' or similar, written over a horizontal line.

Daniel LAGUNA